

## Déclaration liminaire des élus représentants des personnels. CREA du 29 11 18

Ce CREA a lieu dans un contexte particulièrement tendu, difficile, inquiétant pour l'enseignement agricole public en général et dans notre région tout particulièrement qui valide un manque de volonté éducative pour l'enseignement agricole public. Inquiétant est l'adjectif que nous avons choisi pour introduire nos propos.

**Inquiétant** car nous voici revenus à la période malheureusement pas si lointaine des suppressions de postes. Ce sont près de 50 suppressions qui sont annoncées pour le budget 2019 nous rappelant les sombres années de casse du Service Public. Alors que le métier d'enseignant est un métier qui n'attire plus...la suppression de postes, le non renouvellement de collègues contractuels, l'augmentation des heures supplémentaires...voilà un bel horizon pour l'enseignement public agricole, pour permettre aux élèves qui font le choix de venir chez nous de réussir dans des conditions dignes leur insertion professionnelle, leur poursuite d'études avec des diplômes nationaux validant une formation qualifiante reconnue dans des grilles de classification.

**Inquiétant**, quant aux ambitions régionales sur l'avenir de l'enseignement agricole public tant du point de vue du Conseil régional que de la DRAAF. Nous évoquerons le PREA tout à l'heure et sa volonté d'être ambitieux, ce qui revient pour nous à un effet d'annonce, à de la poudre aux yeux tellement il y a de décalage avec la réalité, nous traiterons surtout de la carte scolaire des différentes voies de formation. Sans parler d'un CTREA ou d'un CREFOP où la carte scolaire n'a même pas été soumise au vote (tiens, voilà revenu le fameux « non-dialogue social »), nous interpellons ici les représentants de l'administration et de la collectivité territoriale quant au fossé abyssal entre les ouvertures dans les établissements publics et dans les établissements privés ; nous les interpellons notamment sur tous les cas où un avis favorable est donné à des ouvertures dans le privé mais à un avis défavorable pour les mêmes formations dans le public ; Y aurait-il volonté politique de mettre à mal le service public d'éducation dans son ensemble et faire la part belle à la famille de l'enseignement privé qu'on ne s'y prendrait pas autrement ? où enfin sur l'absence d'information sur la voie scolaire (pour dire vrai, nous n'avons jamais eu aucune information sur l'avis favorable pour l'ouverture du BAC Pro au LPA Nantes Le Grand Blottereau !!)...Belle interprétation de l'expression galvaudée « dialogue social »

**Inquiétantes** les menaces et les mensonges des réformes engagées par le gouvernement en matière d'éducation notamment celle dite du BAC 2021. Mensonge quand on fait miroiter aux élèves, aux familles les effets des tests de seconde (GT et pro) dont les équipes n'ont même pas accès aux questions et dont les résultats sont inutilisables pour un véritable accompagnement individualisé des jeunes. Les entreprises privées qui fleurissent sur ce terrain vont pouvoir se frotter les mains ! Nous sommes sidérés ! Enfin, inquiétantes les menaces que fait peser cette réforme de la filière générale sur nos classes de seconde, de 1ère et terminale. L'enseignement agricole, qui n'a eu et n'a encore qu'un simple strapontin dans toutes les réunions avec l'Education nationale, proposera moins de spécialités, moins de doublettes en terminale (avec au passage un chantage aux options en Terminale quand les établissements proposeront deux doublettes de spécialité en terminale...). Tant d'informations qui manquent aux équipes, tant de moyens qui manquent aux établissements...Dans ces conditions, comment rendre attractif notre enseignement agricole public ?

Enfin **inquiétant**, est le contexte démocratique. En effet, se déroulent actuellement et jusqu'au 6 décembre les élections professionnelles dans la fonction publique. Or la gestion par le Ministère de l'agriculture sont proprement scandaleuses pour un scrutin pourtant prévu depuis 4 ans. Il a manqué, il manque encore parfois du matériel de vote pour permettre aux agents de désigner leurs représentants. Depuis plusieurs semaines, nous intervenons pour réclamer matériel et respect de la note de service...on nous parle de renouer le dialogue social...mais le Ministère prouve, une fois encore que ce n'est pas sa priorité.